



Burkina Faso

Participation à la 6^{ème} Assemblée générale des médiateurs de l'UEMOA

Le 6 juin, l'équipe DCAF a participé à la 6^{ème} Assemblée générale ordinaire de l'Association des Médiateurs de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), dont le Médiateur du Niger est le président. Tous les médiateurs des huit pays de la zone UEMOA étaient présents, à l'exception de celui de la Côte d'Ivoire, représenté par son directeur de cabinet. 300 participants ont pris part aux échanges. Il s'agissait de faire l'état des lieux de l'effectivité des normes communautaires relatives à l'éducation, à la gestion des conflits et à la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace UEMOA, et d'identifier les contributions et responsabilités des médiateurs en matière de consolidation de la paix. Les échanges étaient facilités par des panels d'académiciens, d'anciens ministres et de parlementaires. Ils ont abordé la question de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits ainsi que le rôle spécifique des médiateurs au niveau communautaire.

Participation à l'atelier de validation du plan d'action de la Stratégie nationale de réconciliation nationale

Le 16 juin, l'équipe DCAF a participé à la présentation du projet de stratégie nationale de réconciliation nationale. Il s'agit de la première présentation officielle de ce document stratégique aux différentes parties prenantes du processus d'élaboration avant qu'elle soit soumise à examen et validation de la Commission Nationale chargée de la cohérence des politiques publiques. Cet atelier a permis de renforcer les liens de collaboration avec le cabinet et le secrétariat général du Ministère de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale ainsi que d'échanger sur les possibles contributions du DCAF dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie sectorielle.

Niger



Réunion du Comité consultatif sur la G/RSS

Le 15 juin, le DCAF a organisé à Niamey la troisième réunion du Comité consultatif sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (G/RSS), qui inclut toutes les institutions partenaires nationales. Cette réunion avait pour objectifs de discuter des résultats atteints à travers l'appui du DCAF durant les deux dernières années et d'informer la conception de nouveaux projets pour la période 2023-2024. Menée selon une approche interactive et participative, la réunion a permis aux partenaires nationaux de faire part de leurs priorités stratégiques et de leurs défis en matière de gouvernance. Ces discussions ont confirmé la cohérence de la théorie du changement proposée par le DCAF et la programmation a été affinée. Durant l'après-midi, le DCAF a également bénéficié de la présence d'une délégation du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, qui a suivi les travaux de groupe et écouté les témoignages des partenaires nationaux, mettant en lumière les résultats obtenus par le DCAF.



Atelier sur la transparence et la lutte contre la corruption en faveur des institutions de contrôle externe en partenariat avec la HALCIA

Du 14 au 15 juin, le DCAF et la Haute autorités de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA) ont organisé un atelier sur la transparence et la lutte contre la corruption au sein du secteur de la sécurité. L'activité a réuni des journalistes et des représentants des organisations de la société civile pour leur fournir des outils pratiques en matière de prévention et de lutte contre la corruption, et renforcer leurs capacités en mettant en lumière leurs rôles et responsabilités dans la lutte contre la

corruption. Cette activité s'inscrit dans l'appui du DCAF à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption (SNLC) et de sa stratégie de communication et de leurs plans d'actions. En effet, la SNCL met en exergue que les pratiques de corruption sont devenues des faits de société qui touchent tous les secteurs du développement socio-économique du Niger. Selon les participants, ces pratiques sont assez diversifiées dans leur nature et les plus répandues sont : le trafic d'influence, le favoritisme, les fraudes, les commissions, les pots de vin et l'extorsion.



Missions de contrôle et de redevabilité parlementaire dans les régions de Diffa et de Maradi

Le DCAF a appuyé la mise en œuvre du plan d'action 2021-2025 de la Commission de la Défense et de la Sécurité (CDS) de l'Assemblée nationale du Niger, notamment à travers la réalisation de deux missions de contrôle et de redevabilité dans les régions de Diffa et de Maradi (mai & juin). Chacune des missions était composée de six députés et de deux fonctionnaires parlementaires, accompagnés de la presse publique locale et d'un membre de l'équipe du DCAF. Ces missions ont un double objectif : i) s'enquérir des conditions de vie et de travail des forces de défense et de sécurité, et ii) rendre compte aux populations des activités menées par l'Assemblée nationale depuis l'installation de la nouvelle législature en 2021, notamment en matière de contrôle des ressources allouées aux ministères en charge de la défense et de la sécurité. Les membres de la CDS ont ainsi rencontré les autorités administratives, les élus locaux, ainsi que les autorités coutumières des deux régions.

Mali

Formation des nouveaux inspecteurs en matière d'enquête administrative et pré-disciplinaire

En vue de renforcer les capacités techniques de l'Inspection des Services de la Sécurité et de la Protection Civile, DCAF a organisé un atelier de formation de 7 jours en faveur de douze (12) inspecteurs afin de les outiller dans la conduite des enquêtes administratives et pré-disciplinaires (EAPD). La formation a porté spécifiquement sur la maîtrise et l'utilisation des différents référentiels juridiques nationaux, régionaux et internationaux ainsi que du manuel de EAPD. A l'issue de la formation, 75% des participants ont affirmé avoir développer des connaissances qui faciliteront directement la mise en œuvre de leurs

taches au quotidien. Cette formation répond aux besoins exprimés par l'Inspection en vue de renforcer ses missions d'enquêtes administratives, d'établir précisément les responsabilités et ainsi de formuler des recommandations spécifiques.

Sahel/Régional



La division Afrique subsaharienne du DCAF a travaillé à l'élaboration d'un module de formation digital intitulé « Introduction à la gouvernance du secteur de la sécurité, les cas du Burkina Faso, du Mali et du Niger ». L'activité, qui faisait partie du projet régional sahel financé par le Royaume du Danemark et la Norvège, s'est achevée en juin 2022.

L'objectif de l'équipe DCAF était de créer un module de formation innovant, consacré à la Gouvernance et à la Réforme du secteur de la sécurité (G/RSS), en partie dédié au cadre politique de la CEDEAO en matière de G/RSS et qui soit centré sur les expériences des trois pays de mise en œuvre du projet sahel, soit le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Le module a été testé dans les trois pays auprès de nos principaux partenaires.

La première séquence du module se veut généraliste, présentant les grands principes de la G/RSS et introduisant des supports pédagogiques innovants, attractifs, à travers notamment des paroles d'expert(e)s et autres formats multimédias (vidéos animées). La seconde séquence est dédiée à la CEDEAO et aux pays Sahéliens et met en avant des cas pratiques, animés par nos partenaires. **[Le cours est accessible ici.](#)**



Copyright © *| 2022 | DCAF |*, All rights reserved.

Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#).